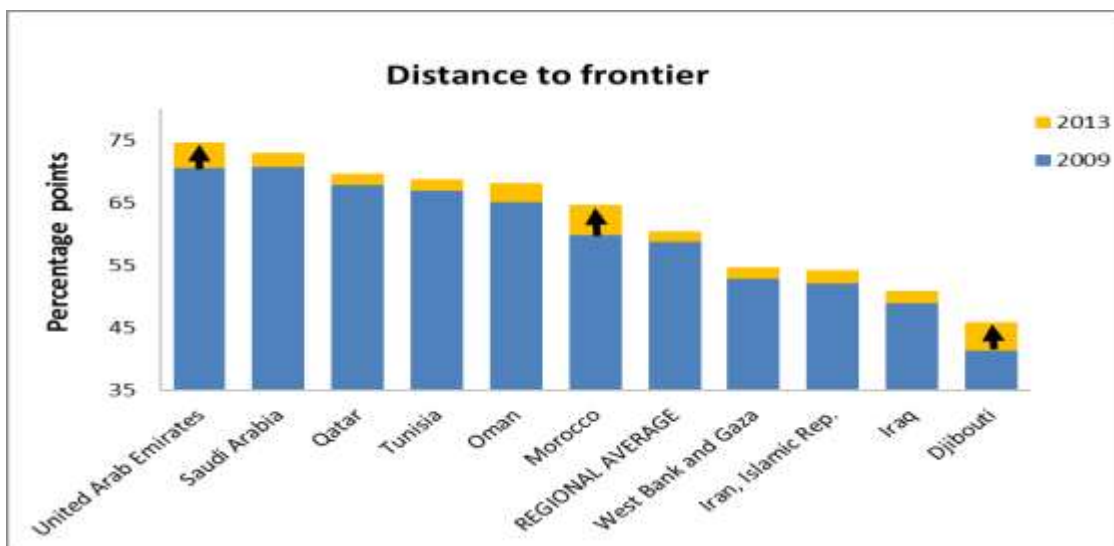


Faits marquants *Doing Business* 2014 : Moyen-Orient et Afrique du Nord

- Huit des 20 économies du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord ont entrepris au moins une réforme entre le 2 Juin 2012 et le 1^{er} Juin 2013 pour améliorer l'environnement des affaires, pour un total de 14 réformes.
- Depuis 2005, 95 pour cent des économies de la région ont entrepris des réformes pour améliorer l'environnement des affaires dans les domaines mesurés par *Doing Business*. Ensemble, les 20 économies ont mis en place 182 réformes. La **République arabe d'Egypte** est l'économie qui a entrepris le plus de réformes dans la région avec 23 réformes depuis 2005, suivi par l'**Arabie saoudite** avec 23 et le **Maroc** avec 18.
- **Djibouti** est parmi les 10 économies dans le monde qui ont le plus amélioré leur environnement des affaires au cours de l'année. Djibouti a entrepris des réformes dans les domaines de la création d'entreprise, l'accès au crédit et le règlement de l'insolvabilité.
- Les **Emirats arabes unis** obtiennent le meilleur classement de la région, avec un rang de 23 sur 189 économies.
- La **République arabe syrienne** est l'économie où l'environnement des affaires s'est le plus détérioré en 2012/13. Face aux problèmes de sécurité, le transport de marchandises de Damas vers le port est devenu plus coûteux et prend davantage de temps. Actuellement le transport entre l'entrepôt et le port prend environ sept jours et coûte 1100 \$, comparé aux deux jours et 450 \$ enregistrés l'année précédente. En outre, toute nouvelle construction est impossible d'un point de vue légal puisque le gouvernement ne délivre plus de permis de construire.
- Des données sur la Libye sont présentées pour la première fois cette année. Le pays se classe 187 pour la facilité de faire des affaires.



Remarque : La distance de la frontière indique la distance moyenne qui sépare une économie, à un moment donné, des meilleures performances réalisées par les économies sur chacun des indicateurs *Doing Business* depuis 2003 ou depuis l'année de la première collecte de données pour l'indicateur concerné. La mesure est normalisée et est comprise entre 0 et 100, 100 représentant la frontière. La moyenne régionale exclue la Libye qui a été ajoutée au rapport *Doing Business* après 2009. La figure présente les 10 économies qui se sont le plus améliorées dans la région. Les flèches indiquent les pays ayant le plus avancé vers la frontière

Source: Base de données *Doing Business*.

Fiche récapitulative 2012/13 – Sommaire des réformes *Doing Business* au Moyen-Orient et en Afrique du Nord¹

Algérie

Rang dans le classement Doing Business 2014 : 153

Distance de la frontière en 2013 (points de pourcentage) : 52,6 (en 2012 : 52,9 ; amélioration : -0,3)

Bahreïn

Le Bahreïn a facilité l'accès au crédit en commençant à collecter des informations sur les paiements des commerçants. Parallèlement, le Bahreïn a rendu plus cher la création d'entreprise en augmentant le coût du certificat d'immatriculation pour les sociétés.

Domaine de réforme de la réglementation des affaires : Accès au crédit (information sur le crédit), Création d'entreprise (rendu plus difficile)

Rang dans le classement Doing Business 2014 : 46

Distance de la frontière en 2013 (points de pourcentage) : 70,4 (en 2012 : 69,6 ; amélioration : 0,8)

Djibouti

Djibouti a facilité la création d'entreprise en simplifiant les formalités d'immatriculation et en éliminant l'exigence de capital minimum pour les sociétés à responsabilité limitée. En outre, le pays a renforcé le système de transactions garanties à travers l'adoption d'un nouveau code de commerce, ce qui élargit l'éventail de biens mobiliers pouvant être utilisés comme garantie. Parallèlement, Djibouti a facilité le règlement de l'insolvabilité grâce au nouveau code de commerce, qui (i) permet à un débiteur insolvable de déposer un règlement préventif, un recours légal, ou une liquidation et (ii) fixe des règles claires sur les étapes et procédures de chacune des alternatives disponibles.

Domaine de réforme de la réglementation des affaires : Création d'entreprise, Obtention de prêts (droit légaux), Règlement de l'insolvabilité

Rang dans le classement Doing Business 2014 : 160

Distance de la frontière en 2013 (points de pourcentage) : 45,8 (en 2012 : 42,1 ; amélioration : 3,7)

Egypte, république arabe

La République arabe d'Égypte a rendu plus coûteux le paiement des taxes et impôts pour les entreprises en augmentant le taux d'imposition du revenu des sociétés.

Domaine de réforme de la réglementation des affaires : Paiement des taxes et impôts (rendu plus difficile)

Rang dans le classement Doing Business 2014 : 128

Distance de la frontière en 2013 (points de pourcentage) : 56,3 (en 2012 : 56,2 ; amélioration : 0,1)

Iran, république islamique

Rang dans le classement Doing Business 2014 : 152

Distance de la frontière en 2013 (points de pourcentage) : 54,1 (en 2012 : 54,1 ; amélioration : 0,0)

Iraq

Rang dans le classement Doing Business 2014 : 151

Distance de la frontière en 2013 (points de pourcentage) : 50,7 (en 2012 : 50,1 ; amélioration : 0,7)

Jordanie

Rang dans le classement Doing Business 2014 : 119

Distance de la frontière en 2013 (points de pourcentage) : 59,8 (en 2012 : 59,7 ; amélioration : 0,1)

Koweït

¹ En raison de l'arrondi, la différence entre les scores de la distance de la frontière pour 2012 et 2013 peut différer de l'amélioration.

Le Koweït a renforcé la protection des investisseurs en permettant aux actionnaires minoritaires d'exiger qu'un auditeur soit désigné afin d'examiner les activités de l'entreprise. D'autre part, le Koweït a rendu la création d'entreprise plus difficile en augmentant le capital minimum requis.

Domaine de réforme de la réglementation des affaires : Protection des investisseurs, Création d'entreprise (rendu plus difficile)

Rang dans le classement Doing Business 2014 : 104

Distance de la frontière en 2013 (points de pourcentage) : 60,7 (en 2012 : 60,4 ; amélioration : 0,3)

Liban

Rang dans le classement Doing Business 2014 : 111

Distance de la frontière en 2013 (points de pourcentage) : 61,8 (en 2012 : 62,1 ; amélioration : -0,3)

Libye

Rang dans le classement Doing Business 2014 : 187

Distance de la frontière en 2013 (points de pourcentage) : 33,8 (en 2012 : 33,4 ; amélioration : 0,4)

Malte

Malte a rendu l'obtention de permis de construire moins coûteux en réduisant de manière significative les frais de permis de construire.

Domaine de réforme de la réglementation des affaires : Obtention de permis de construire

Rang dans le classement Doing Business 2014 : 103

Distance de la frontière en 2013 (points de pourcentage) : 60,7 (en 2012 : 60,6 ; amélioration : 0,1)

Maroc

Le Maroc a facilité la création d'entreprise en réduisant les frais d'immatriculation pour les sociétés. De plus, le Maroc a rendu plus facile le transfert de propriété en réduisant le temps nécessaire pour enregistrer un acte de transfert auprès de l'administration fiscale. Finalement, le paiement des taxes et impôts a aussi été facilité pour les entreprises grâce à une utilisation accrue du dépôt électronique et du système de paiement des cotisations de sécurité sociale.

Domaine de réforme de la réglementation des affaires : Création d'entreprise, Transfert de propriété, Paiement des taxes et impôts

Rang dans le classement Doing Business 2014 : 87

Distance de la frontière en 2013 (points de pourcentage) : 64,6 (en 2012 : 63,2 ; amélioration : 1,4)

Oman

Rang dans le classement Doing Business 2014 : 47

Distance de la frontière en 2013 (points de pourcentage) : 68,1 (en 2012 : 68,0 ; amélioration : 0,1)

Qatar

Le Qatar a facilité le paiement des taxes et impôts pour les entreprises en éliminant certaines exigences liées à la déclaration d'impôt sur le revenu des sociétés.

Domaine de réforme de la réglementation des affaires : Paiement des taxes et impôts

Rang dans le classement Doing Business 2014 : 48

Distance de la frontière en 2013 (points de pourcentage) : 69,6 (en 2012 : 69,6 ; amélioration : 0,0)

Arabie saoudite

Rang dans le classement Doing Business 2014 : 26

Distance de la frontière en 2013 (points de pourcentage) : 72,8 (en 2012 : 72,9 ; amélioration : -0,1)

Syrie, république arabe

Rang dans le classement Doing Business 2014 : 165

Distance de la frontière en 2013 (points de pourcentage) : 45,7 (en 2012 : 52,2 ; amélioration : -6,6)

Tunisie

La Tunisie a rendu plus difficile la création d'entreprise en augmentant le coût d'immatriculation pour les entreprises.

Domaine de réforme de la réglementation des affaires : Création d'entreprise (rendu plus difficile)

Rang dans le classement Doing Business 2014 : 51

Distance de la frontière en 2013 (points de pourcentage) : 68,7 (en 2012 : 68,6 ; amélioration : 0,1)

Emirats arabes unis

Les Emirats arabes unis ont facilité le raccordement à l'électricité en éliminant les inspections sur site et en réduisant le temps nécessaire pour établir de nouveaux raccordements. Le pays a aussi facilité le transfert de propriété en augmentant les heures d'ouverture du cadastre et en réduisant les frais de transfert. Finalement, les Emirats arabes unis ont renforcé la protection des investisseurs en (i) exigeant que davantage d'information soit divulguée dans le rapport annuel et à la bourse pour les transactions entre parties liées et (ii) en permettant de poursuivre en justice les dirigeants de l'entreprise lorsque ces opérations nuisent à la société.

Domaine de réforme de la réglementation des affaires : Raccordement à l'électricité, Transfert de propriété, Obtention de permis de construire

Rang dans le classement Doing Business 2014 : 23

Distance de la frontière en 2013 (points de pourcentage) : 74,6 (en 2012 : 72,4 ; amélioration : 2,2)

Cisjordanie et Gaza

La Cisjordanie et Gaza ont rendu la création d'entreprise moins coûteuse en éliminant l'exigence de capital minimum versé.

Domaine de réforme de la réglementation des affaires : Création d'entreprise

Rang dans le classement Doing Business 2014 : 138

Distance de la frontière en 2013 (points de pourcentage) : 54,6 (en 2012 : 53,1 ; amélioration : 1,5)

Yémen, République

Rang dans le classement Doing Business 2014 : 133

Distance de la frontière en 2013 (points de pourcentage) : 56,3 (en 2012 : 56,1 ; amélioration : 0,3)

A propos de ce rapport

Ce rapport phare, produit d'une collaboration étroite entre la Banque mondiale et la Société Financière d'Investissement (IFC), étudie les réglementations qui affectent les différentes étapes de la vie d'une entreprise, allant de la création d'entreprise, au commerce transfrontalier, en passant par le paiement des taxes et impôts et la résolution de l'insolvabilité. Le classement global sur la facilité à faire des affaires est le résultat de l'analyse de 10 indicateurs dans les 189 économies que couvre la 11^{ème} édition de cette année. Il est important de préciser que *Doing Business* ne mesure pas l'ensemble des facteurs liés à l'environnement des affaires qui sont important pour les entreprises ou les investisseurs. Par exemple, le rapport ne tient pas compte de la qualité de la gestion du système fiscal, de certains facteurs de stabilité macroéconomiques, de la qualification de la main-d'œuvre ou de la résilience des marchés financiers. Cependant, il faut noter que les résultats du rapport ont encouragé des débats sur la législation des affaires à travers le monde et que de nombreuses études ont été faites sur la corrélation entre les réglementations qui répondent aux besoins des entreprises et le développement économique dans les économies. Pour de plus amples informations sur les rapports de *Doing Business*, vous pouvez visiter notre site doingbusiness.org et nous rejoindre sur Facebook à [doingbusiness.org/Facebook](https://www.facebook.com/doingbusiness.org).

A propos de la Banque mondiale

Le groupe de la Banque mondiale est une des plus grandes sources de financement et d'expertise pour les pays en voie de développement. Le groupe comprend 5 institutions étroitement associées : la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD) et de l'Association Internationale pour le Développement (AID), la Société Financière Internationale (SFI), l'Agence Multilatérale de Garantie des Investissements (AMGI), et le Centre International pour le Règlement des Différends relatifs aux Investissements (CIRDI). Chaque institution joue un rôle important dans la lutte contre la pauvreté et l'amélioration des conditions de vie des populations vivant dans les pays en voie de développement. Pour de plus amples informations vous pouvez visiter nos sites www.worldbank.org, www.miga.org, et www.ifc.org.

Pour plus d'information sur *Doing Business 2014*, veuillez contacter:

Nadine Ghannam +1 (202) 473-3011
E-mail: nsghannam@ifc.org

Sushmitha Narsiah +1 (202) 473-0995
E-mail: snarsiah@worldbank.org

Contacts au niveau régional pour *Doing Business 2014* :

Afrique subsaharienne

Lucie Blyth +221 77 740 4969
E-mail: lblyth1@ifc.org

Aby K. Toure +1 (202) 473-8302
E-mail: Akonate@worldbank.org